Pour la rupture anticapitaliste, internationaliste et antiraciste avec l’Union européenne !

Résolution sur l'Europe présentée par la Tendance Claire au CPN du NPA du 6-7 octobre 2018

Les bourgeoisies européennes ont très bien compris l'utilité de mettre en place des institutions supranationales pour imposer avec plus de facilité des attaques contre les travailleurs/ses. Dans ce dispositif institutionnel, l’euro tient une place particulière. C’est une arme redoutable pour mettre en concurrence les travailleurs : rendant impossible les dépréciations monétaires, et en l’absence de transferts budgétaires massifs, la seule variable d’ajustement pour faire face aux écarts de compétitivité est le salaire.

Les travailleurs/ses rejettent à juste titre l'Union européenne. Malheureusement, ce rejet a été en grande partie capté par l'extrême-droite, qui lui a donné une dimension raciste et réactionnaire. Au lieu d'incarner un projet de rupture anticapitaliste, internationaliste, et antiraciste avec l'UE du capital, l'extrême-gauche est restée tétanisée et a associé toute idée de rupture avec l'UE à une dérive nationaliste ! C'est une erreur stratégique qu'il faut aujourd'hui corriger pour renouer avec les catégories populaires, et pour rendre cohérent le projet politique du NPA.

La bourgeoisie n'est aujourd’hui pas divisée sur l'UE et l'euro : toutes les forces politiques de la zone euro qui prétendent gouverner dans le cadre du capitalisme ont renoncé à toute idée de rupture avec l'UE et l'euro, car ces institutions sont bien trop précieuses et importantes pour les bourgeoisies européennes.

L'extrême-droite fait de la démagogie sur l'Europe, mais concrètement elle ne remet plus en cause l'appartenance à l'UE et l'euro. Elle participe au gouvernement dans plusieurs pays d’Europe. En France, le Front national a effectué un virage suite à l'élection présidentielle. Il n'est plus question de rupture avec l'euro, le parti se recentrant sur les questions identitaires et anti-immigrés avec des positions tout à fait compatibles avec l’UE !

La gauche antilibérale refuse également d'envisager toute rupture avec l'UE. Une partie de celle-ci (PCF, Générations) continue à avoir un discours creux sur l'Europe sociale, agitant le spectre d'un plan de relance keynésien à l'échelle européenne. La France insoumise a renoncé à son plan B de sortie de l'UE, faisant croire qu'on pourrait « désobéir » tout en restant dans l'UE. Il suffirait d'être suffisamment volontariste. Évidemment, c'est une arnaque. Sur le plan monétaire, « désobéir » signifierait mettre en place une « monnaie complémentaire » à l'euro. C'est ce qui a été défendu dans un texte commun à une partie du NPA et à la France insoumise intitulé « *Les défis pour la gauche dans la zone euro* » : http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la. Il

est important de rompre avec ces illusions réformistes : un gouvernement de rupture avec l'ordre établi devrait évidemment rompre avec un dispositif institutionnel bourgeois supranational qui vise à empêcher toute politique alternative !

Au Royaume-Uni, lors du congrès du parti travailliste, la droite du Labour et les milieux patronaux ont fait pression sur Corbyn pour qu'il se prononce pour un référendum afin de revenir sur le Brexit. Malheureusement, certains secteurs de la gauche (y compris le groupe « Socialist Resistance » du CI de la IV) se sont également prononcés pour un nouveau référendum. C'est une double erreur :

- d'une part, 37% de l'électorat du Labour (la partie la plus populaire de son électorat) a voté pour le Brexit, et donc une remise en cause du Brexit couperait le Labour de ces travailleurs/ses
- d'autre part, la partie la plus avancée du programme de Corbyn (nationalisation du rail, de l'énergie...) est incompatible avec l'UE, et il est donc totalement incohérent de défendre ces éléments de programme (et encore plus un programme anticapitaliste) tout en défendant le maintien du Royaume-Uni dans l'UE !

Corbyn n'a pas totalement cédé à ces pressions, mais il conditionne le Brexit au fait qu'il y ait un accord avec l'UE ! Nous devons, comme la plus grande partie de l'extrême-gauche britannique, nous prononcer pour un « hard Brexit », qui soit anticapitaliste, antiraciste et internationaliste !

Le NPA doit défendre un projet de rupture concret avec le capitalisme. Ce projet est radicalement internationaliste : nous devons pousser à la convergence des luttes à l’échelle internationale et européenne, et s’appuyer sur celles-ci pour en finir avec la tyrannie capitaliste et construire l’Europe des travailleurs et des peuples. Mais pour simplement être en mesure de voir le jour, ce projet nécessite d'avoir un discours clair sur l'UE : un gouvernement des travailleurs/ses devrait immédiatement sortir de l'UE et de l'euro, mettre en place une monnaie inconvertible (sur les marchés financiers) et un contrôle strict des échanges de marchandises. L'annulation de la dette publique, l'expropriation des grands groupes capitalistes, l'interdiction des licenciements sont incompatibles avec le maintien dans l'UE du capital. Renoncer à la rupture avec l'UE, c'est se condamner à l'échec, c'est renoncer à tirer les leçons de toutes les expériences passées. Car une économie de transition doit se protéger des marchés capitalistes et de la loi de la valeur internationale. Sinon, les contradictions s'accumulent très vite et conduisent à l'échec (déficit commercial abyssal, spéculation sur la monnaie, etc.). C'est la condition indispensable pour rendre viable une économie de transition dans un environnement capitaliste.

À celles et ceux qui nous accuseraient de défendre un projet de « repli », c'est l'inverse. L'UE du capital ouvre ses frontières aux marchandises et aux capitaux et les ferme pour les humains. Nous sortirons de cette UE du capital et nous créerons de nouvelles alliances pour faire exactement l'inverse : nous accueillerons les migrant.e.s pour leur permettre d’échapper aux dictatures, à la misère et à la crise écologique ; nous les

régulariserons pour leur offrir les mêmes droits et pour construire le communisme avec eux.elles et nous exercerons un contrôle strict sur les mouvements de marchandises et de capitaux. Évidemment, le combat internationaliste ne s’arrête pas là, car accueillir les migrant·e·s ne suffit pas, il faut étendre la révolution, notamment pour lutter contre les causes qui poussent les êtres humains à l'exil.

Tendance CLAIRE, le 8 octobre 2018